

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 13/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ARCELORMITTAL FRANCE

Immeuble Cezanne - 6 rue André Campra
93200 Saint-Denis

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\ARCELOR_Mardyck_0007000955\2_INSPECTIONS\2023_07_19_GPL\A signer\ARCELOR_MARDYCK_RAPVI_0007000955.odt
Code AIOT : 0007000955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté Site de Mardyck - 3801 route de Spycker CS 80129 59792 Grande-Synthe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE
- Site de Mardyck - 3801 route de Spycker CS 80129 59792 Grande-Synthe
- Code AIOT : 0007000955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Mardyck de la société ARCELORMITTAL FRANCE est une usine de laminage à froid qui reçoit les bobines laminées à chaud de l'usine de Dunkerque.

Le site de Mardyck destine principalement ses produits au marché de l'automobile (65 % de la production). Elle expédie également ses produits à d'autres utilisateurs (tubistes, fabricants de biens de consommation...).

Les principaux produits sont :

- tôles de grande largeur pour l'industrie automobile (1 900 mm),
- produits galvanisés pour automobile (Extragal et Galvallia),
- produits décapés pour pièces visibles,
- refendage de coils à chaud (décapés ou non) de 1,8 à 15 mm d'épaisseur,
- barres droites (décapées ou non) de 2 à 12,7 mm.

L'usine se compose des unités suivantes :

- l'unité de production amont qui comprend le décapage 1, le décapage 2, le laminoir 5 cages, la rectification des cylindres, le service énergie et le traitement des eaux, la régénération chlorhydrique,
- l'unité de production Revêtement comportant les deux lignes de la galvanisation (Galma 1 et Galma 2),
- l'unité de production Finissage avec la ligne d'inspection et de refendage, la ligne d'inspection verticale, le service parachèvement et logistique, l'unité de production Centre de Service Usine.
- Cinq nouvelles lignes d'aciers électriques (dont le dossier d'autorisation environnementale a été déposé le 21/11/2022 et un nouvel APA a été signé le 21/07/2023)

Les activités du site sont soumises à autorisation au titre de la législation sur les ICPE, et sont réglementées par un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 21 juillet 2023.

Le site relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED), notamment pour son activité de transformation de métaux ferreux, mais il n'est pas classé SEVESO seuil haut ni SEVESO seuil bas.

L'inspection ayant eu lieu le 19 juillet 2023 (soit avant la signature du nouvel arrêté), les prescriptions relative au stockage de GPL sont issues de l'APC du 18/10/2017. Le stockage de GPL n'ayant pas été modifié sur le site, les prescriptions sont reprises à l'identique dans le nouvel arrêté préfectoral d'autorisation (article 8.1.2 de l'APA du 21/07/2023).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- stockage de GPL

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Implantation	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
3	Comportement au feu des bâtiments	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
4	Rétention de l'installation	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
5	Aménagement	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
6	Construction des appareils de distribution	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
7	Surveillance de l'exploitation	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
8	Remplissage des réservoirs	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
9	Contrôle de l'utilisation des appareils	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
10	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
11	Consigne d'exploitation	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
12	Dispositifs de sécurité sur l'installation	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Interrupteur de remplissage	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
14	Dispositif de coupure générale	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
15	Mise à la terre des équipements	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
16	Contrôle des équipements de sécurité	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet
17	Moyens de secours contre l'incendie	AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portant sur le stockage de GPL ("étamage") n'a pas montré de non conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ne sont pas considérées comme installation en libre-service au sens du présent article, les installations de remplissage dont l'accès et l'usage sont strictement réservés à un personnel spécialement formé à cet effet et aux risques des produits manipulés.
Constats : Le site est doté de deux réservoirs de GPL dont un de 3,2 t (appelé "Galma 1") et un de 1,75t (appelé "Étamage"). Le contrôle de l'inspection s'est porté sur l'installation appelée "étamage". Les installations ne sont pas en libre-service. Seuls les agents formés peuvent y avoir accès. Ces installations sont utilisées essentiellement par le prestataire Harsco, en charge de la logistique au sein de l'établissement ArcelorMittal France de Mardyck, pour l'alimentation des chariots élévateurs. Les caristes de chez Harsco, 30 personnes au total, sont formés dans le cadre de la formation poste au travail avec des formations diverses (Sécurité au poste de travail, santé, environnement au poste de travail...) et à la formation CACES pour l'utilisation des chariots. Les dangers liés à l'utilisation de l'installation de GPL sont également incorporés dans la formation des caristes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Implantation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 9 mètres entre les parois des appareils de distribution et les limites de propriété. Les parois de l'appareil de distribution doivent être situées à plus de neuf mètres des bouches de remplissage, des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des parois du réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié.
Constats : Les parois de l'appareil de distribution sont situés à 10 m des bouches de remplissage, des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des parois du réservoir aérien de gaz inflammable liquéfié. L'installation est implantée à plus de 500 m des limites de propriété.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'appareil de distribution et l'aire de remplissage qui lui est associée ne peuvent être situés qu'en plein air, ou sous une structure ouverte au minimum sur un côté et recouverte par une toiture couvrant totalement ou partiellement l'aire de remplissage. Si cette structure comporte au moins deux parois latérales, un espace libre d'au minimum 20 centimètres de haut entre les parois et le sol et entre les parois et la toiture doit permettre d'assurer une ventilation permanente et naturelle de l'air et du gaz inflammable liquéfié. Les matériaux utilisés pour cette structure doivent être de classe A2s1d0 (M0) ou A2s1d1 (M1). L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'appareil de distribution est sous un auvent en acier (M1) et ne comporte pas de parois latérales. L'aire de remplissage est à l'air libre. L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La disposition du sol doit s'opposer à une accumulation éventuelle de gaz inflammables liquéfiés ou d'hydrocarbures liquides en tout point où leur présence serait une source de danger ou cause d'aggravation de danger (ouvertures de caves, fosses, trous d'homme, passages de câbles électriques en sol, caniveaux, regards, bouches d'égout par exemple). Le sol de l'aire de remplissage doit être étanche, incombustible (A1) et disposé ou conçu de telle sorte que des produits tels que des hydrocarbures liquides répandus accidentellement ne puissent l'atteindre ou puissent être recueillis afin d'être récupérés et recyclés.
Constats : La disposition du sol ne permet pas une accumulation éventuelle de gaz inflammables liquéfiés. Il est à préciser que l'installation est à l'air libre. Par ailleurs, les propriétés physico-chimiques du propane (fiche de données de sécurité transmise par l'exploitant par mail du 04/08/2023, précise que le point d'ébullition est de -42,1 °C et précise également, en page 7, que « <i>Dû à sa grande volatilité, la pollution des sols ou des eaux par ce produit est improbable</i> » .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Aménagement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les pistes, les chenaux et les aires de stationnement des véhicules en attente de remplissage sont disposés de façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant. Les pistes et les chenaux d'accès ne doivent pas être en impasse. Toutefois, lorsque l'espace disponible dans l'impasse ne permet pas aux chariots d'évoluer exclusivement en marche avant, avant et après l'opération de remplissage, les pistes d'accès en impasse sont admises pour les appareils de distribution privatifs alimentant les chariots élévateurs de l'établissement aux conditions que :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'appareil de distribution ne soit pas placé dans l'axe de marche du chariot ;• un dispositif mécanique au sol (rail, haricot en béton, plots, ...), infranchissable transversalement par le chariot, guide l'accès à l'appareil de distribution en marche arrière exclusivement, de sorte que le chariot évolue parallèlement à celui-ci lorsqu'il atteint l'aire de remplissage ;• des butées d'arrêt soient implantées ;• le remplissage ne soit effectué que chariot vide de chargement ;• une protection mécanique adéquate contre les heurts des objets manutentionnés dans l'environnement immédiat de l'appareil de distribution soit assurée. <p>Pour chaque appareil de distribution, une aire de remplissage, de 1,5 mètre dans le sens de circulation sur 2,2 mètres, est matérialisée sur le sol. Deux aires de remplissage associées à la distribution de gaz inflammable liquéfié doivent être distantes d'au moins 1 mètre.</p>
Constats : Les aires de stationnement des véhicules sont bien disposées de façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant. Des marquages au sol indiquant clairement le sens de circulation ont été matérialisés au sol. La piste n'est pas en impasse. L'aire de remplissage est bien matérialisée au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Construction des appareils de distribution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les socles des appareils de distribution doivent être ancrés et situés sur un îlot d'au moins 0,15 mètre de hauteur. Si l'appareil de distribution est implanté sur un îlot spécifique aux gaz inflammables liquéfiés, il sera disposé de telle sorte qu'un espace libre de 0,50 mètre au minimum est aménagé entre l'appareil et les véhicules situés sur l'aire de remplissage. Chacune des extrémités de l'îlot doit être équipée d'un moyen de protection contre les heurts des véhicules (bornes, arceaux de sécurité, butoirs de roues, ...). L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent des gaz inflammables liquéfiés (unité de filtration, dégazage, mesurage, etc.) doit être en matériaux de classe A1 ou à défaut A2s1d0. La carrosserie des appareils de distribution doit comporter des orifices de ventilation haute et basse, dimensionnés de manière à obtenir une ventilation efficace. Toute perte d'énergie de commande des appareillages électriques ou de pilotage des vannes automatiques engendre la mise en sécurité de l'élément concerné. Si le groupe de pompage destiné au transfert de carburant liquéfié entre le réservoir de stockage et les appareils de distribution est en fosse, celle-ci doit être maçonnée et protégée contre les intempéries. De plus, une ventilation mécanique à laquelle est asservi le fonctionnement de la (ou des) pompe(s) (ou tout autre procédé présentant les mêmes garanties) est installée pour éviter l'accumulation de vapeurs inflammables. À défaut, la ventilation mécanique peut être remplacée par au moins deux appareils de contrôle de la teneur en gaz, placés au point bas des fosses ou caniveaux, auxquels est asservi un dispositif d'arrêt des pompes et la fermeture des électrovannes permettant d'isoler le circuit de distribution et la tuyauterie de distribution du réservoir de stockage, dès que la teneur dépasse 20 % de la limite inférieure d'explosivité, et déclenchant dans ce cas une alarme sonore ou lumineuse. L'accès au dispositif de pompage et à ses vannes de sectionnement est aisé pour le personnel d'exploitation.</p> <p>Constats : L'appareil de distribution est situé sur un îlot de 0,20 m de hauteur. L'espace libre entre l'appareil de remplissage et les véhicules situées sur l'aire de distribution est d'environ 2m. Pour l'installation de remplissage, des poteaux sont installés contre les heurts de véhicules et pour l'aire de dépotage, celle-ci est encerclée par des rambardes. L'appareil de distribution est sous un auvent en acier et les parties latérales de l'installation sont à l'air libre. La vanne de sectionnement est aisément accessible: il faut ouvrir la porte de la clôture du stockage qui est fermée.</p> <p>L'installation étant située à l'extérieure, les prescriptions relatives au groupe de pompage <u>situé en fosse</u> ne sont pas applicables pour cette installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés.
Constats : Seules les personnes formées ont accès à l'installation : les agents du département énergie et maintenance de chez ArcelorMittal France et les agents formés de chez Harsco (prestataire).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Remplissage des réservoirs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le raccordement du flexible au véhicule et le remplissage du réservoir ne doivent s'effectuer qu'à l'aplomb de l'aire de remplissage.
Constats : Le remplissage ne peut être effectué que sur l'aire de remplissage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle de l'utilisation des appareils

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf dans le cas d'une exploitation en libre-service, l'utilisation des appareils de distribution de gaz inflammables liquéfiés est assurée par un agent d'exploitation nommément désigné par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Dans le cas d'une exploitation en libre-service, un agent d'exploitation ou une société spécialisée est en mesure d'intervenir rapidement en cas d'alarme. Une formation du personnel lui permet : <ul style="list-style-type: none">• d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ;• de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ;• de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées.
Constats : L'installation n'étant pas en libre-service, seuls les agents formés et habilités (agents du département Energie d'ArcelorMittal de Dunkerque et les agents de chez Harsco) sont autorisés à utiliser les appareils de distribution de gaz inflammables liquéfiés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ; • l'obligation du « permis d'intervention » ou du « permis de feu » ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant du gaz inflammable sous forme liquide ou gazeuse ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; • les mesures de sécurité à respecter (en particulier l'interdiction de stocker des matières inflammables). <p>Les prescriptions à observer par le client de l'installation seront affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'appareil de distribution. Elles concerneront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de fumer ; • l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires ; • l'obligation d'arrêter le moteur et de couper le contact du véhicule ; • l'interdiction de remplir des réservoirs mobiles ; • l'interdiction de procéder lui-même au remplissage du véhicule sauf dans le cas d'une exploitation en libre-service.
Constats : Les consignes citées dans la prescription sont bien affichées sur l'installation de remplissage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Consigne d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• les modes opératoires ;• la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;• les instructions de maintenance et de nettoyage. <p>Les consignes d'exploitation prévoient notamment l'obligation pour l'agent d'exploitation, avant de fermer la station, de couper l'alimentation électrique générale de la station ou de l'ensemble des installations destinées à la distribution du gaz inflammable liquéfié (mise en sécurité) et de fermer les robinets d'isolement du réservoir de stockage par rapport à l'installation de distribution.</p> <p>Dans le cas d'une exploitation en libre-service, le mode opératoire doit être affiché à l'attention des personnes qui effectuent le remplissage, il doit reprendre notamment les indications suivantes reportées dans l'ordre chronologique propre à la station :</p> <ul style="list-style-type: none">• branchement du raccord d'extrémité du flexible (pistolet) ;• actionnement du dispositif « homme mort » ;• débranchement du pistolet.
Constats : L'ensemble des consignes d'exploitation sont bien affichés sur l'installation de remplissage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositifs de sécurité sur l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les canalisations de liaison entre l'appareil de distribution et le réservoir à partir duquel il est alimenté (phases liquide ou gazeuse) sont enterrées de façon à les protéger des chocs mécaniques. La liaison des canalisations avec l'appareil de distribution s'effectue sous l'appareil. Les canalisations doivent comporter un point faible (raccord cassant) destiné à se rompre en cas d'arrachement accidentel de l'appareil. Des dispositifs automatiques, placés de part et d'autre de ce point faible, doivent interrompre tout débit liquide ou gazeux en cas de rupture. En amont, ces dispositifs sont doublés par des vannes, placées sous le niveau du sol, dont une au moins est à sécurité positive et asservie au dispositif d'arrêt d'urgence. Elles sont également commandables manuellement. Lorsque l'îlot est constitué par un massif en béton avec fondations, le niveau supérieur du massif en béton peut être assimilé au niveau du sol susmentionné et les dispositifs de sécurité peuvent être logés dans le massif en béton.
Constats : Les canalisations entre l'appareil de distribution et le réservoir ne sont pas enterrées. Elles sont au sol, recouvertes d'un coffrage métallique. Le coffrage métallique comprenant les canalisations de liaison se trouve derrière l'installation et la présence de poteaux et de rembardes autour de l'appareil de distribution et du réservoir permet de protéger contre les chocs mécaniques. Pour les points faibles des canalisations, l'installation est bien dotée de raccords détachables, équipés de clapets qui se ferment en cas d'arrachement accidentel, pour couper la distribution : 1 sur le flexible d'enrouleur et 1 sur le pied de l'îlot de distribution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Interrupteur de remplissage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'appareil de distribution est équipé d'un interrupteur de remplissage de type « homme mort » qui commande une vanne à sécurité positive différente de celle mentionnée ci-dessus, placée à l'amont du flexible, et qui, en cas d'interruption de sollicitation, arrête immédiatement le remplissage en cours en imposant la fermeture de l'ensemble des vannes placées sur le circuit liquide de l'appareil de distribution. Dans le cas particulier d'un appareil de distribution privatif, dépourvu de mesureur, il est permis que l'interrupteur de remplissage sus décrit commande de façon identique la vanne à sécurité positive.
Constats : L'appareil de distribution est bien équipé d'un interrupteur de remplissage qui commande une vanne de sécurité positive: il s'agit de l'électrovanne présente sous la cuve, qui se déclenche en cas d'activation de l'arrêt d'urgence. Pour la « vanne sécurité positive » différente de la cuve, il s'agit de l'électrovanne située au pied de l'îlot de distribution (sous la plaque). Elle est pilotée par le bouton de remplissage qui est de type « homme mort ». Lorsque l'intervenant appuie pour le remplissage, il doit maintenir le bouton enfoncé, ce qui engendre l'ouverture de l'électrovanne et active la distribution. Si l'intervenant fait un malaise, il ne pourra plus maintenir le bouton enfoncé, ce qui fermera l'électrovanne et arrêtera la distribution. Une consigne d'utilisation du pistolet est bien affichée sur la borne de remplissage, précisant également l'arrêt automatique du remplissage en cas d'interruption de sollicitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Dispositif de coupure générale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution et la mise en sécurité de l'installation. Plus spécifiquement, pour un appareil de distribution privatif, son déclenchement agit sur la vanne de sectionnement aval du groupe de pompage. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.</p> <p>Pour les installations en libre-service sans surveillance, ce dispositif de coupure générale peut être actionné à partir d'au moins deux commandes positionnées, pour la première, à proximité de l'appareil de distribution et, pour la deuxième, à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie, permettant l'arrêt des pompes et la fermeture des électrovannes afin d'isoler le circuit de distribution et la tuyauterie de distribution du réservoir de stockage. La manœuvre du dispositif de coupure générale est retransmise afin d'aviser une personne nommément désignée. La remise en service de l'installation ne peut se faire qu'après constat de l'absence de risque par le responsable.</p>
<p>Constats : L'installation est dotée de deux boutons d'arrêt d'urgence, un au niveau de la distribution et un autre au niveau du tableau électrique. Le fonctionnement des boutons d'arrêt d'urgence est vérifié chaque année par la société TOKHEIM dont le dernier rapport de vérification transmis à l'inspection le jour de l'inspection, date du 23/02/2022 (la prochaine vérification est programmée pour octobre 2023 (semaine 41)). Les boutons sont accessibles et repérables facilement.</p> <p>L'installation n'est pas en libre-service.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément à la norme NF C15-100, version décembre 2002, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de gaz inflammables liquéfiés ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.
Constats : Les équipements métalliques sont bien mis à la terre conformément à la norme NF C15-100 et (vu sur le terrain), la pompe est reliée à la terre ainsi que la cuve. Le dernier contrôle des installations électriques est a été effectué par l'APAVE en date du 17 au 21 avril 2023 et le rapport a été envoyé à l'inspection, par mail du 18/08/2023. La continuité des liaisons présente bien une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est bien inférieure à 10 ohms (5 ohms). Aucune non-conformité n'a été relevée lors du dernier contrôle électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Contrôle des équipements de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sous la responsabilité de l'exploitant, le fonctionnement de tous les équipements de sécurité fait l'objet d'une vérification au moins annuelle. Par ailleurs, un contrôle visuel de l'ensemble des installations aériennes liées à la distribution de gaz inflammable liquéfié est mené régulièrement et au moins une fois par mois pour s'assurer notamment de l'absence de corrosion sur les équipements et du bon état général des flexibles et des pistolets. Ces contrôles sont consignés dans un livret tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant dispose de deux intervenants : la société TOKHEIM qui réalise un contrôle annuel complet de l'installation (vérification générale qui porte sur l'aspect visuel des installations (dégradation ou non), sur la sécurité liée à la présence des extincteurs, panneaux affichage, raccordement à la terre., sur l'étanchéité de la tuyauterie, le contrôle sur le fonctionnement des manomètres, les spécifications relatives au stockage aérien (présence dalle béton, propreté de la citerne...), fonctionnement du groupe de pompage (mesure de relevé pression entrée et sortie pompe). La dernière intervention date du 23/02/2022 et le prochain controle est programmé pour le mois d'octobre 2023 (semaine 41). La société ACTEMIUM intervient une fois par an et se charge de réaliser un contrôle visuel de l'installation qui porte sur l'état visuel des équipements, le contrôle de manœuvrabilité, le graissage et l'absence de fuite. La dernière intervention date du 22/06/2023. En complément de ces deux prestataires, le service Energie d'Arcelormittal réalise un contrôle visuel mensuel de l'état extérieur de l'installation (corrosion, contrôle du niveau). L'ensemble des relevés sont renseignés dans un registre informatisé tenu par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 40.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;• sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;• d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ;<ul style="list-style-type: none">• deux extincteurs à poudre polyvalente homologués 21 A233 B et C situés à moins de vingt mètres des appareils de distribution, pour chaque groupe d'appareils comprenant de un à trois appareils. Ces extincteurs peuvent être pris en compte pour la protection du stockage si la distance entre celui-ci et les extincteurs est au plus égale à vingt mètres ;• pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B ;• pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;• pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;• sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.
Constats : L'installation n'étant pas en libre service, elle ne dispose pas d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours). Un bouton d'urgence manuel est bien présente sur l'installation, permettant ainsi de déclencher une alarme optique et une alarme sonore. Les agents sont équipés d'un système de communication (radio) permettant de transmettre l'alarme rapidement en cas d'incident. Les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident sont bien affichées sur l'installation. L'installation est dotée de 3 extincteurs de poudre de type ABC (tous types de feux) dont un correspond à l'ilot de distribution, un pour le local technique et un pour le tableau électrique. La dernière vérification des extincteurs date du 20/05/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet